



DEPUIS 2012, LES SOCIALISTES ET LA GAUCHE AGISSENT POUR REDRESSER NOTRE PAYS, RENFORCER LES PROTECTIONS ET OUVRIR DE NOUVEAUX DROITS. LES RÉFORMES ENGAGÉES PORTENT AUJOURD'HUI LEURS FRUITS.

RELANCE DE L'APPRENTISSAGE: DE NOUVEAUX DROITS POUR LES APPRENTIS ET LES MAÎTRES D'APPRENTISSAGE

UNE CHANCE POUR LA JEUNESSE

LE DIAGNOSTIC

L'apprentissage permet à 7 jeunes sur 10 de trouver un emploi dans les 6 mois à l'issue de leur formation. Néanmoins, il souffre encore d'une mauvaise image. Certains jeunes et leurs familles le perçoivent toujours comme une orientation par défaut, alors même que c'est un choix d'avenir pour les nombreux jeunes engagés dans cette voie.

LE SENS DE NOTRE ACTION

Le Gouvernement a fait de la jeunesse une de ses priorités et de la lutte contre le chômage des jeunes un axe majeur des politiques de l'emploi. C'est pourquoi, dans son plan d'urgence pour l'emploi, le président de la République a présenté l'apprentissage comme « une filière de réussite et une filière d'excellence. »

QUELS OBJECTIFS ?

L'apprentissage a démontré son efficacité en matière d'accès à l'emploi. L'enjeu est donc de favoriser l'insertion professionnelle, en rendant l'apprentissage plus attractif aux yeux des jeunes.

QUELLE MÉTHODE ?

Une concertation relative à l'apprentissage a été menée en application de la troisième Grande conférence sociale (juillet 2014). Elle a permis de recueillir le point de vue de 30 organisations (partenaires sociaux, Régions, chambres consulaires, branches professionnelles, réseaux de l'enseignement supérieur). En outre, la Fondation Innovations pour les apprentissages (FIPA) a été lancée dans le même état d'esprit, en 2015, par le ministère du travail dans le but de soutenir le développement de l'alternance sous toutes ses formes, en partant des entreprises.

ÉLÉMENTS CLÉS

- ▶ **LA RÉMUNÉRATION DES APPRENTIS** correspond à un pourcentage du Smic qui évolue en fonction de l'âge et de l'ancienneté. Au 1^{er} janvier 2017, les règles sur la rémunération minimale des apprentis évolueront sans incidence sur les entreprises, puisque le coût supplémentaire de cette augmentation sera entièrement supporté par l'État à hauteur de 80 millions d'euros.
- ▶ **LES PÉRIODES D'APPRENTISSAGE** comptent désormais intégralement dans le calcul de l'âge de départ à la retraite.
- ▶ **AFFIRMATION DE LA GRATUITÉ DE L'APPRENTISSAGE :** aucune contrepartie financière ne peut être demandée à l'apprenti à l'occasion de la conclusion, de l'enregistrement ou de la rupture du contrat.
- ▶ **FAVORISER L'EMBAUCHE AVEC LA POSSIBILITÉ D'UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE À DURÉE INDÉTERMINÉE :** dans ce cas, le contrat débute par une période d'apprentissage assortie des dispositions protectrices liées au statut d'apprenti. À l'issue de cette période, la relation contractuelle se poursuit selon les règles de droit commun du contrat de travail.
- ▶ **LE RÔLE DES MAÎTRES D'APPRENTISSAGE EST CENTRAL POUR LA RÉUSSITE DES APPRENTIS.** Ils bénéficieront désormais de points supplémentaires sur leur Compte Personnel d'Activité, pour valoriser leur engagement et leur ouvrir davantage de droits pour se former.

QUELS RÉSULTATS ?

Après plusieurs années de baisse, les mesures du gouvernement ont provoqué, en 2015, une augmentation significative des recrutements d'apprentis (+2,3%). Avec +10% des recrutements d'apprentis dans les Très Petites Entreprises (TPE) de moins de 10 salariés, les TPE sont le principal moteur de la reprise de l'apprentissage. Ces entreprises, qui maillent notre territoire et sont le premier employeur de France, ont clairement fait le choix de s'impliquer dans l'avenir de notre jeunesse.

Alors que par le passé, seul le supérieur bénéficiait de ces hausses, les entrées en apprentissage profitent maintenant significativement au niveau CAP (+2,6%).

Enfin, le nombre des contrats d'apprentissage dans le public augmente considérablement (+25%).

OBJECTIFS



FAVORISER L'INSERTION PROFESSIONNELLE, EN RENDANT L'APPRENTISSAGE PLUS ATTRACTIF AUX YEUX DES JEUNES

COMMENT ?



AU 1^{ER} JANVIER 2017, LES RÈGLES SUR LA RÉMUNÉRATION MINIMALE DES APPRENTIS ÉVOLUERONT SANS INCIDENCE SUR LES ENTREPRISES

LE COÛT SUPPLÉMENTAIRE DE CETTE AUGMENTATION SERA ENTIÈREMENT SUPPORTÉ PAR L'ÉTAT



LES PÉRIODES D'APPRENTISSAGE COMPTENT DÉSORMAIS INTÉGRALEMENT DANS LE CALCUL DE L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE



AFFIRMATION DE LA GRATUITÉ DE L'APPRENTISSAGE : AUCUNE CONTREPARTIE FINANCIÈRE NE PEUT ÊTRE DEMANDÉE À L'APPRENTI



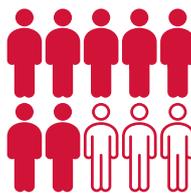
FAVORISER L'EMBAUCHE AVEC LA POSSIBILITÉ D'UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE À DURÉE INDÉTERMINÉE : LE CONTRAT DÉBUTE PAR UNE PÉRIODE D'APPRENTISSAGE. À L'ISSUE DE CETTE PÉRIODE, LA RELATION CONTRACTUELLE SE POURSUIT SELON LES RÈGLES DE DROIT COMMUN DU CONTRAT DE TRAVAIL



LES MAÎTRES D'APPRENTISSAGE BÉNÉFICIERONT DÉSORMAIS DE POINTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LEUR COMPTE PERSONNEL D'ACTIVITÉ, POUR VALORISER LEUR ENGAGEMENT ET LEUR OUVRIER D'AVANTAGE DE DROITS POUR SE FORMER

LE CONSTAT

L'APPRENTISSAGE PERMET À

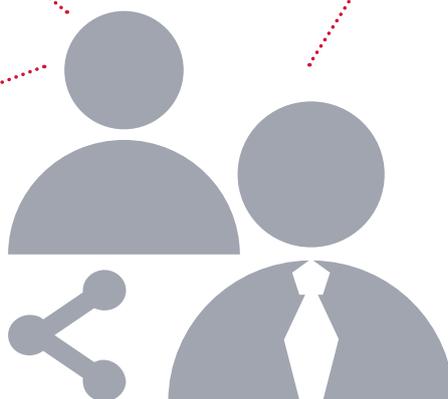


7
JEUNES
SUR 10

DE TROUVER UN EMPLOI
DANS LES
6
MOIS

À L'ISSUE DE LEUR FORMATION

NÉANMOINS, IL SOUFFRE ENCORE D'UNE MAUVAISE IMAGE



RÉSULTATS

APRÈS PLUSIEURS ANNÉES DE BAISSÉ

EN 2015



UNE AUGMENTATION SIGNIFICATIVE DES RECRUTEMENTS D'APPRENTIS



DES RECRUTEMENTS D'APPRENTIS DANS LES TRÈS PETITES ENTREPRISES (TPE)

LES TPE SONT LE PRINCIPAL MOTEUR DE LA REPRISÉ DE L'APPRENTISSAGE

i ALORS QUE PAR LE PASSÉ, SEUL LE SUPÉRIEUR BÉNÉFICIAIT DE CES HAUSSES, LES ENTRÉES EN APPRENTISSAGE PROFITENT MAINTENANT SIGNIFICATIVEMENT AU NIVEAU CAP (+2,6%)



LE NOMBRE DES CONTRATS D'APPRENTISSAGE DANS LE PUBLIC AUGMENTÉ CONSIDÉRABLEMENT